

Associer le public à la gestion du risque des produits contaminés

Post-accidentel. Quelles sont les attentes du public dans la gestion des produits contaminés après un accident nucléaire ? Des consommateurs, des associatifs et des professionnels ont exprimé leurs attentes à l'occasion d'une recherche participative menée dans 11 pays européens.

"Dans les situations de crise, tout le monde perd ses repères, observe Anne Legentil, conseillère technique au sein de l'association Familles rurales. Il faut se préparer à agir vite et efficacement, comme le font les Japonais en cas de tremblement de terre. L'information et la pédagogie sont essentielles avant, pendant et après un accident. Surtout lorsque les produits contaminés sont aussi quotidiens que les aliments." Anne Legentil a participé au panel "consommateurs" du programme Prepare WP3.

Dans le cadre du projet européen Prepare sur la gestion d'une situation post-accidentelle, Prepare WP3 a examiné le problème des produits contaminés, alimentaires ou non. Coordonné par l'IRSN, il a réuni 11 pays européens. Des panels de parties prenantes – professionnels, associatifs, pouvoirs publics – ont travaillé sur la gestion des risques. La France et la Suisse ont constitué deux panels – producteurs/distributeurs et consommateurs – et un groupe avec les pouvoirs publics concernés.

Des mesures mieux comprises

"Pour les produits alimentaires, les principales questions dans ces situations complexes portent sur la notion de seuils maximaux admissibles de radioactivité, leur évolution dans le temps et l'espace, l'implication participative des différents acteurs. Ou encore sur l'appropriation des démarches d'autoprotection, la mesure de la radioactivité des denrées, le rôle du marché des produits alimentaires..."



Le témoignage de producteurs japonais après Fukushima a intéressé les parties prenantes.

explique Sylvie Charron, adjointe au chef du Service de l'ouverture à la société.

Pour les associations de consommateurs, tout devrait être fait pour éviter un accident et les citoyens impactés devaient être considérés comme des victimes qui ont besoin d'un soutien. Elles ont demandé à être associées aux décisions prises par les autorités pour qu'elles soient

mieux comprises par la population. Informer afin de créer une culture de la radioprotection avant l'accident est un enjeu crucial.

"Les témoignages des consommateurs et des producteurs japonais sur leur expérience de la gestion de l'accident de Fukushima-Daiichi ont beaucoup compté dans les échanges. Par exemple, les pêcheurs ont été associés au processus d'autorisation de rejets en mer de la centrale", précise Jean-François Lecomte, expert en radioprotection à l'IRSN.

Quelles informations donner aux citoyens ?

Les seuils maximaux de contamination sont des référentiels utiles. Ils ont pour objectif de minimiser le risque global, ce qui s'effectue toujours avec une bonne marge de sécurité.

Leur dépassement n'indique pas qu'un aliment soit malsain. Une méconnaissance de la population en faisait un facteur de stress.

"Le problème est moins la radioactivité que la désorganisation de la vie quotidienne, résume Jean-François Lecomte. Les panels et le retour d'expérience japonais montrent qu'il est préférable de traiter la situation au cas par cas en faisant confiance aux gens, plutôt que de les alerter sur des seuils préétablis. Passé le moment de sidération, les filières de production et de distribution doivent s'engager dans l'amélioration de la qualité des produits mis sur le marché." ■

 Pour en savoir plus
 ● sylvie.charron@irsn.fr
 ● jean-francois.lecomte@irsn.fr